BOUIRA

Les propriétaires des 531 lots à Lakhdaria s'insurgent

Les propriétaires des 531 lots au niveau de la nouvelle zone urbaine communément appelée Kandahar et située au nord de Lakhdaria, à 40 km au nord-ouest de Bouira, viennent de tirer la sonnette d'alarme en décidant de saisir le député Ali Brahimi afin d'intervenir en leur faveur auprès du gouvernement pour faire cesser le calvaire qu'ils vivent depuis plusieurs années.

Les faits remontent au début des années 1990. A cette époque, l'agence foncière locale entreprend de vendre des lots au niveau de la nouvelle zone urbaine, située à la sortie nord de la ville. Au total, c'étaient 531 lots qui étaient soumis à la vente et divisés en deux lots de 173 et 346m². Dans l'insécurité régnante de l'époque, des hommes ayant bravé la peur et ne pouvant plus vivre dans des taudis et autres exiguïtés de la ville ont osé acheter des lots au prix de lourds sacrifices.

Les années sont passées et l'agence foncière, même lentement, a pu établir des actes de propriété pour des dizaines d'acheteurs. Au total, ils sont 173 acheteurs à obtenir cet acte dont quelques-uns ont même eu des permis de construire. Les années passent et les choses traînent. Jusqu'en 2002 où des problèmes d'affaissement de terrain ont surgi. Les pluies de 2001 ont démontré tout le bâclage et le non-lancement d'étude du sol à l'époque où l'agence foncière avait décidé de vendre ces lots. Des lots dans lesquels figuraient des clauses de viabilisation (assainissement, éclairage public, routes et AEP). De l'éclairage public et du gaz de ville inexistants, de l'assainissement fait avec des buses de 300 mm et totalement bouchées après trois ans, déversant depuis en pleine nature sur plus de 4 kilomètres, du chemin de wilaya totalement défoncé et des trottoirs affaissés, tout cela n'a qu'un nom : de la mauvaise gestion due à une absence totale de coordination entre les différents partenaires.

Après la découverte de ces éboulements, tout s'est arrêté et les permis de construire suspendus. Les propriétaires des lots, qui ont payé rubis sur ongle l'agence foncière, ont beau chercher à trouver une solution mais rien n'y fit. Même l'expertise engagée en 2002 par le Centre national de géodésie, à l'initiative de l'agence foncière locale, n'a jamais été rendue publique. Pourtant, dans cette étude, il apparaissait clairement que des endroits sont stables donc constructibles et d'autres à terrain instable, donc non constructibles.

Les propriétaires des lots ont beau essayer d'avoir ce fameux rapport d'expertise afin de connaître le sort de leurs propres lots et réclamer soit des terrains d'échange au cas où leurs lots sont instables, soit des permis de construire au cas où leurs lots sont stables.

Rien de tout cela n'a été fait et les acheteurs sont carrément ignorés par les pouvoirs publics et l'agence foncière. Pis, et alors que la nouvelle zone avec ses 531 lots est décrétée zone instable avec suspension des travaux de viabilisation et des permis de construire, l'Etat est allé construire sur le même périmètre deux établissements scolaires, un CEM et une école primaire.

Et pour boucler la boucle de ce mépris spectaculaire vis-à-vis des citoyens, les pouvoirs publics, par

Photo : DR

Les habiants sont exposés à une catastrophe.

on ne sait quelle décision, ont envoyé des équipes pour… planter des arbres sur cette zone. En effet, pendant ce mois de mars et alors que des dizaines de correspondances ont été adressées aux autorités locales et de wilaya pour trouver une solution aux lots qu'ils ont achetés avec leur argent, ces propriétaires découvrent que l'Etat les a totalement ignorés et a décidé d'y planter des arbres. Du jamais vu !

Aussi, pour toutes ces raisons, les propriétaires ont-ils décidé de saisir le député RCD Ali Brahimi qui s'est déplacé sur place en compagnie de Boutata Ahmed, vice-président de l'APW, afin de les aider à faire toute la lumière sur cette affaire.

Il se susurre çà et là que l'endroit, qui était des plus redoutés car situé à la lisière des monts Lalla Mossaâd, plus connu dans les articles traitant du sécuritaire car fréquentés par des terroristes, cet endroit qui était pendant des années la plaque tournante des terroristes et appelé depuis Kandahar, du nom de la fameuse ville afghane des Talibans, est aujourd'hui très convoité car situé non seulement à la lisière de la forêt et de la montagne mais aussi culminant sur une colline qui domine la ville et offre une vue panoramique. Des pontes du système et les nababs de la ville de Lakhdaria seraient très intéressés par cet endroit pour y bâtir des villas de type R+1 en LSP. C'est pourquoi l'on fait tout pour faire déguerpir les premiers acquéreurs.

Et ayant été mis au parfum de toutes ces tergiversations et manipulations, le député Ali Brahimi a promis de soulever ce problème à l'APN, de poser une question orale au chef du gouvernement et de demander la constitution d'une commission d'enquête gouvernementale afin de faire toute la lumière sur cette affaire, saisir le wali ainsi que l'APW pour exiger le rapport détaillé de l'expertise, demander l'inscription immédiate de l'opération d'assainissement car avec les eaux usées qui se déversent en plein air et qui seraient derrière les éboulements, c'est à une véritable catastrophe que sont exposés ceux qui y habitent ainsi que les milliers d'habitants des bâtiments érigés par l'Etat dans cet endroit.

Y. Y.

MASCARA

Campagne de reboisement satisfaisante

Lors d'un bref entretien, lundi, le conservateur des forêts de la wilaya de Mascara affichera sa satisfaction quant au volume global réalisé pour cette campagne de reboisement 2007-2008.

Une campagne qui a débuté vers fin octobre d'abord avec la préparation des sols et s'est poursuivie jusqu'à fin février. Sur un programme de 1 275 ha, l'on procédera à la plantation du pin d'Alep sur 1 126 ha dans les bassins versants de 13 communes du territoire de la wilaya. Ce seront 6 entreprises qui seront sollicitées pour la réussite de ce programme de reboisement forestier qui s'inscrit dans une démarche nationale. Celui-ci se trouve en progression si l'on se réfère au programme précédent réalisé, soit 680 ha. Bien sûr, nous dira notre interlocuteur, le taux de réussite est tributaire des aléas climatiques pour une région qui a longtemps été touchée par la sécheresse et dont les forêts ont été dévastées. La reconstitution du patrimoine forestier s'avère vitale pour lutter contre la dégradation des sols. D'autre part, l'on apprendra que 300 bénéficiaires dans le secteur de l'agriculture ont été touchés avec la plantation d'oliviers particulièrement dans les localités de Sig et Benian avec la variété la Sigoise, huile de table. Ceci aura également généré des emplois temporaires au niveau de la commune. Le programme 2000-2009 porte, lui, sur un objectif de 1 550 hectares et les préparatifs sont en cours à l'instar de la prévention contre les incendies pour la prochaine saison estivale. L'on apprendra d'ailleurs que les services des forêts seront dotés de nouveaux équipements en terme de liaison.

M. Medebber

TLEMCEN

L'eau, l'or bleu du XXIe siècle

Il y a quelques années, un bureau d'études international, sous l'égide des Nations unies, a dressé un constat effarant sur les réserves hydriques dans les régions MENA (Middle East and North Africa).

Cette étude fait ressortir qu'à l'approche de 2015, cette partie du monde sera gravement affectée par l'effet de la sécheresse. Autant dire que le précieux liquide se fera rare, coûtera cher et sera certainement source de conflits, notamment au Proche-Orient. L'Etat d'Israël est le premier à comprendre en fait que sa propre sécurité dépend de l'eau et on voit mal sur le plan politique l'avenir du Golan syrien dont les nappes sont actuellement exploitées par Israël.

Autant dire que si le prix du baril peut dépasser les 100 dollars, il faut se poser la question sur le prix du mètre cube d'eau lors de la prochaine décennie.

Les pays du Maghreb, bien que dotés d'un climat méditerranéen, sont aussi menacés que les régions désertiques du Moyen-Orient. L'Algérie, le Maroc et la Tunisie disposent de ressources superficielles et souterraines en eau limitées. Pour l'Algérie, l'étude fait ressortir que notre pays est bien en deçà de la norme internationale qui fixe une moyenne de 1 000 m³/an par habitant et à l'approche du 3e millénaire, elle chutera à 450 m³/ an. La partie nord de l'Algérie ne peut mobiliser que deux milliards de mètres cubes par an sur les 12 milliards possibles.

Au sud du pays, la nappe du terminal et du continent intercalaire du Sahara constitue la réserve estimée à 70 milliards de mètres cubes. Toutefois, c'est l'ouest de l'Algérie qui sera menacé. La sécheresse qui sévit depuis plus de deux décennies a pratiquement desséché le sous-sol, provoquant de graves perturbations dans les nappes millénaires.

Dans la région de Tlemcen, la cote d'alerte est atteinte. Les barrages d'El-Mefrouche, d'une capacité de 14 millions de mètres cubes, est à sec —d'ailleurs, il a été mis fin à son exploitation —, Béni-Bahdel, d'une capacité de 56 millions de mètres cubes, et de Sidi-Abdelli avec 50 millions de mètres cubes accusent de grands déficits.

Les dernières pluies restent un mince espoir pour la réalimentation des nappes. C'est ce qui a incité les services hydrauliques à s'intéresser aux forages qui donnent de meilleurs résultats. Il faut dire que grâce à cette nouvelle stratégie, la wilaya de Tlemcen a évité le pire surtout avec la fermeture du barrage El-Mefrouche. La distribution en eau potable, quoique insuffisante, reste acceptable. Le constat est amer : les ouvrages hydrauliques de grande envergure ont été oubliés dans les années 1970 et 1980 quand il tombait des cordes du ciel. A défaut d'être entretenu à temps et régulièrement, un réseau AEP ne peut être renouvelé, le coût étant trop élevé. Un bureau d'études allemand a estimé que le coût du renouvellement du réseau AEP d'une ville comme Alger équivaut à la réalisation d'un barrage comme celui de Keddara. En ce qui concerne la wilaya de Tlemcen, il faut souligner l'implication des unités industrielles au nord de la ville qui, non seulement consomment une très grande quantité d'eau, mais polluent les nappes. Deux stations d'épuration sont en cours de réalisation, l'une à Maghnia, l'autre à Tlemcen. Le captage des sources et les opérations de transfert ont fait oublier aux gens que la sécheresse nous guette toujours. Le problème d'eau potable ne se posera plus à Tlemcen d'ici à la fin 2008 avec l'entrée en service de la station de traitement de Sekkak. Avec une pluviométrie qui se situe entre 300 et 600mm/ an, on dispose de 290 millions de mètres cubes comme capacité au niveau des barrages de Mefrouche(14 millions), Béni-Bahdel (56 millions) et Hammam Boughara (170 millions). Pendant longtemps, la politique et la gestion de l'eau dépendaient en grande partie des capacités des barrages. Cette option est dépassée eu égard aux caprices climatiques. L'exploitation des ressources souterraines reste la planche de salut pour les années à venir, car peut-être à la fin du siècle on ne parlera plus de mètres cubes d'eau mais de barils d'eau, dont le prix serait fixé sur les grandes places boursières.

M. Z.

KHENCHELA

Célébration de la Journée mondiale de l'eau

La Journée mondiale de l'eau, qui coïncide avec le 22 mars, a été cette année célébrée de manière particulière avec comme thème «Assainissement des eaux pluviales et usées». Le volet assainissement a été largement exposé, débattu et aussi reconnu et apprécié.

A cet effet, la direction de l'hydraulique a bénéficié d'une enveloppe financière de 500 milliards de centimes pour lutter contre toutes les sources de pollution hydrique dans les localités et zones de la wilaya, avec l'implantation de stations de lagunage, d'assainissement…

Pour la maintenance et l'exploitation de ces infrastructures, l'Office national de l'assainissement (Ona) sous tutelle du ministère des Ressources en eau a été créé. L'unité de Khenchela Ona est opérationnelle depuis 6 mois et compte une activité intense dans la partie assainissement malgré le manque de moyens matériels.

Pour célébrer cet événement mondial, la direction de l'hydraulique a réuni ses structures : Ona-ADE-bureaux d'études techniques privés et étatiques des wilayas limitrophes, autour d'une exposition grandiose renfermant des équipements de dernière génération qui répondent aux normes internationales dans les divers créneaux de l'assainissement, des gravures, des statistiques, bilans, projets exécutés à travers le pays témoignant de l'importance de ce volet. Un concours a été ouvert aux lycéens sur le meilleur exposé ou dessin sur le thème de la journée. Ainsi plus de 10 lycéens ont été récompensés par le secrétaire général de la wilaya lors d'une collation. Dans l'après-midi, le gigantesque projet de la station d'épuration en voie de finalisation recevra la visite des écoliers pour une large information et meilleure sensibilisation.

S. Azzedine

SOUK-AHRAS

Le MSP prépare son congrès

En prévision du congrès de la formation MSP, qui se tiendra fin avril 2008, les élus locaux de ce parti se sont réunis jeudi pour dégager les 22 congressistes qui représenteront la wilaya de Souk-Ahras. Abderrazak Achouri, membre de la commission nationale de préparation du congrès, a présidé cette réunion.

Le conférencier dira que sa formation est l'une des rares à préparer l'élection de son président à partir de la base alors que pour les autres partis le congrès n'est qu'une formalité sachant que le secrétaire général ou le président est désigné à l'avance. L'orateur fera remarquer que la démocratie pratiquée par le mouvement islamiste a fait que les dirigeants du MSP n'hésitent pas à rectifier leurs erreurs.

Farrouki Hocine

GESTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES À ANNABA

Les présidents d'APC en formation

Depuis samedi dernier, 206 présidents d'APC de 8 wilayas de l'est du pays sont à Annaba. Ils ont été appelés pour subir un stage de formation dans différents domaines de la gestion communale d'une durée de 144 heures étalées jusqu'à mi-juin 2008. Cette formation généralisée à l'ensemble des communes d'Algérie a été lancée à l'initiative du ministère chargée des Collectivités locales. Elle est encadrée par des cadres du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Si les présidents d'APC de plus de 50 000 habitants ont été regroupés à l'Ecole nationale d'administration à Alger, ceux ayant en charge une population moindre sont prévus pour suivre cette formation dans la douzaine de centres prévus à cet effet dans différentes wilayas du pays.

Outre les échanges d'expériences entre les uns et les autres, le programme de formation comporte des thèmes principalement axés sur la gestion des collectivités locales en matière de finances et comptabilité, de personnel, d'hygiène et de santé, de maintenance et d'entretien, d'environnement…

A. D.